

Rentrée 2018 : les enseignants du 1er degré entre colère et inquiétude

Éducation

Alors que la répartition départementale des postes pour la rentrée 2018 sera présentée lundi, le SNUipp-FSU craint de nombreuses fermetures de classes.

D'après ses calculs, la dotation allouée est insuffisante pour répondre à la démographie mais surtout aux besoins supplémentaires générés par le dédoublement des CP et CE1 en REP.

ACADÉMIE DE MONTPELLIER

A quelques jours du comité technique académique qui a lieu lundi, au cours duquel sera présentée la répartition départementale des postes dans les écoles pour la rentrée 2018, les représentants SNUipp - FSU de l'Aude, du Gard,

de l'Hérault, de la Lozère et des Pyrénées-Orientales ont d'ores et déjà fait part "de la colère et de la grosse inquiétude" qui gagnent les rangs enseignants.

Cette année, 121 postes ont été attribués, pour l'ensemble de l'Académie, à l'enseignement primaire. Une dotation largement insuffisante, selon le SNUipp, au regard notamment des besoins supplémentaires générés par l'instauration du dédoublement des CP en REP+. Une mesure qui doit s'étendre, à la rentrée prochaine, aux CP en REP et aux CE1 en REP+.

300 postes pour absorber les besoins du dédoublement

Ce dispositif, s'il va incontestablement "dans le bon sens", convient le syndicat, est appliqué dans de telles conditions "qu'il va manger entièrement la dotation, sans qu'il ne reste plus rien pour prendre en compte la croissance démographique, qu'on sait très importante dans la région, ou affecter des postes aux Rased, à la scolarisation précoce ou aux remplacements", détaille Jean-Louis Burgade, délégué FSU du 1er degré.

Déjà à la rentrée de septembre, la dotation ayant été arrêtée par le précédent gouvernement, le dédoublement des classes de CP en REP+ s'est opéré en puisant dans des postes déjà existants. "Pour retrouver ces postes et un niveau de fonctionnement équivalent, il faut 95 postes", explique Jean-Louis Burgade. A quoi s'ajoutent les besoins supplémentaires pour assurer l'extension du dédoublement aux CP en REP et aux CE1 en REP+ à la rentrée 2018: "Cela coûterait 205 postes".

Cesont donc "300 postes qu'il aurait fallu prévoir pour être à la hauteur de la seule décision de dédoublement. Or le ministère ne nous en alloue que 121", illustre le représentant syndical. "On est face à une politique qui ne se donne pas les moyens de ce qui est affiché. Le gouvernement a pourtant appuyé toute sa communication là-dessus", dénonce-t-il.

A cela s'ajoute la croissance démographique très dynamique dans l'académie. Total, pour mettre en ordre de marche ces nouvelles dispositions et absorber les nouveaux élèves, "certaines écoles vont devoir payer leur tribut : des écoles ci-

tadines situées hors éducation prioritaire, des écoles rurales et des maternelles. Ce qui n'est pas éducation prioritaire va être saigné, ce qui pose un vrai problème d'équité", estime Eric Perlès, coordinateur académique du SNUipp-FSU.

Le syndicat compte «établir un rapport de force»

Sans compter "que cela va forcément entraîner une augmentation des effectifs", note-t-il. "Des classes de 32 en toute petite section, c'est de la maltraitance. On ne peut absolument pas faire de la langue orale, comme le prescrit pourtant le ministre... Or il y a des quartiers où les enfants ont besoin d'être mis très tôt dans le bain de la langue. Eh bien là, faute de bain, ils vont se noyer", commente une enseignante. Qui poursuit : "Nous sommes très inquiets de ce qu'il va advenir dans le secteur néo-rural autour de Béziers, Bédarieux... sous la menace de nombreuses suppressions de postes ou de regroupements pédagogiques intercommunaux."

Les collègues du département voisin du Gard ne sont pas plus sereins : "Pour répondre aux impé-

ratifs de dédoublement dans les REP et les REP + à Alès, Beaucaire ou Nîmes, on va tailler dans la vallée du Vigan ou dans les vallées cévenoles, très paupérisées." Une manifestation est d'ailleurs prévue le 31 janvier devant la sous-préfecture du Vigan face aux menaces de fermetures de classes dans des communes de l'arrière-pays gardois, qui ne veulent pas "servir de réservoir de postes pour les annonces médiatiques ministérielles".

Au terme du CTP ce lundi, les dotations dans chaque département seront discutées au cours des Comités techniques spéciaux départementaux (CTSD). "C'est là que les écoles vont se rendre compte des ouvertures et fermetures de classes", explique Jean-Louis Burgade, qui pense qu'il va y avoir, à l'initiative de la FSU, "des mouvements de protestation un peu partout dans le pays, car tous les départements sont logés à la même enseigne. Nationalement, on a lancé un préavis de grève et on va mener une campagne unitaire en s'adressant aux autres organisations syndicales pour établir un rapport de force."

Amélie Goursaud

La Marseillaise - Vendredi 19/01/2018